



EMPLOI-QUÉBEC

PLAN D'ACTION RÉGIONAL
2011-2012

Laval



RÉALISATION

Direction de la planification, du partenariat et des services aux entreprises (DPPSE)

ADOPTÉ

Par le Conseil régional des partenaires du marché du travail, le 24 février 2011

COORDINATION

Comité du plan d'action régional du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Laval :

Monique Sauvé	Présidente
Denyse Blanchet	1 ^{re} vice-présidente
Jasmine Martin	2 ^e vice-présidente
Jean-Pierre Arsenault	Directeur régional Emploi-Québec Laval
Serge Tétreault	Directeur régional Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Danielle Savard	Présidente d'Addendum recrutement et formation Représentante du milieu des entreprises

COLLABORATION

Direction du soutien aux opérations (DSO)

Centre local d'emploi (CLE) de Chomedey–Sainte-Dorothée

Centre local d'emploi (CLE) de Laval-des-Rapides

Centre de traitement des contraintes sévères à l'emploi (CTCSE)

PRODUCTION

Emploi-Québec Laval

N. B. *Dans le présent document, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination, à seule fin d'alléger le texte.*

Le plan d'action régional d'Emploi-Québec peut être consulté sur le site Internet du Ministère :

<http://emploiuebec.net/regions/laval/publications.asp>

DÉPÔT LÉGAL (PDF)

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011

ISBN 978-2-550-63580-2

TABLE DES MATIÈRES

Mot de la présidente	1
Présentation	2
1. La mission d'Emploi-Québec, son offre de services et son cadre de gestion.....	3
1.1 Mission.....	3
1.2 Vision	3
1.3 Offre de services	3
1.4 Cadre de gestion	3
2. L'évolution de l'environnement et les principaux enjeux	5
2.1 État actuel et prévisible du marché du travail et autonomie économique et sociale des personnes	5
2.2 Le contexte organisationnel.....	6
3. Les ressources au service des individus et des entreprises.....	7
3.1 Services publics d'emploi	7
3.2 Services de solidarité sociale	8
4. Les orientations, les stratégies et les actions pour l'atteinte de nos objectifs.....	8
▪ Atténuer les effets résiduels de la récession sur le marché du travail et soutenir la relance de l'emploi.....	9
▪ Favoriser la participation active au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes.....	10
▪ Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements.....	12
▪ Offrir des services de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité et l'inclusion sociale	13
▪ Revoir et optimiser le partenariat, les processus de travail, la prestation de services et l'organisation territoriale d'Emploi-Québec	13
5. Les facteurs de contingence	17
Annexe 1 - Répartition des cibles par unité administrative	18

MOT DE LA PRÉSIDENTE

À titre de présidente, j'ai le plaisir, au nom du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Laval, de déposer le Plan d'action régional d'Emploi-Québec pour l'année 2011-2012, qui marque le début du nouveau cycle triennal de planification. Le Conseil régional, de concert avec la direction régionale d'Emploi-Québec Laval, a profité de ce nouveau départ pour actualiser le processus de planification en mobilisant davantage l'ensemble des acteurs de la région. C'est ainsi que trois groupes de partenaires ont été consultés afin d'établir les priorités régionales qui guideront nos actions au cours des trois prochaines années : le Forum des ressources externes, le Regroupement des gestionnaires en ressources humaines de Laval et le Comité de concertation économique de Laval, coordonné par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE).

À l'invitation de la Commission des partenaires du marché du travail, nous avons été heureux de participer à la validation des orientations nationales proposées. Dans ce contexte, le Conseil régional a contribué activement à préciser les particularités du marché du travail lavallois. Au moment de la présentation du plan d'action annuel auprès de nos partenaires du marché du travail, il s'est avéré difficile d'atteindre la parfaite adéquation entre nos priorités régionales et certaines des orientations nationales, qui parfois, ne tiennent pas compte de la « couleur » lavalloise, comme c'est aussi le cas, à mon avis, pour les couleurs qui teintent les réalités des autres régions. Notre Conseil, tout en prenant en compte les orientations nationales, a cherché avant tout à faire ressortir nos réalités.

En raison du ralentissement économique de 2009, nous devons continuer à surveiller la conjoncture du marché du travail et à mettre l'accent sur la relance de l'emploi. L'analyse des tendances du marché du travail dans un horizon de trois ans nous amène à axer nos priorités régionales sur des enjeux tels que le vieillissement de la population et le recul de la population en âge de travailler, la sous-représentation de la population immigrante en emploi alors que son poids démographique augmente dans la région; la sous-représentation de certaines clientèles défavorisées sur le marché du travail ainsi que les difficultés de recrutement des entreprises alors que l'amélioration de leur productivité est essentielle.

Poursuivre la mise en œuvre du Plan emploi métropole, qui a pour objet de relancer l'emploi dans la grande région de Montréal, contribuera à développer les compétences de la main-d'œuvre et à rendre les entreprises de la région plus productives. Nul doute que la réflexion qui nous pousse à optimiser l'adéquation entre l'emploi et la formation sera déterminante pour améliorer les chances d'atteindre les objectifs énoncés dans le Plan emploi métropole.

Cette année marque aussi la fin de plusieurs projets entrepris par le conseil. On pense au projet «soutien aux travailleurs expérimentés», qui permettra à plusieurs d'entre eux de revenir sur le marché du travail. Quant aux projets soutenus par le comité régional Pacte pour l'emploi (CRPE), ils auront permis de mieux connaître la réalité de la jeunesse immigrante ainsi que les obstacles à l'intégration des personnes immigrantes non francophones. Ces projets auront également donné à des personnes immigrantes la possibilité d'acquérir une première expérience de travail sous la forme de stages en milieu de travail et d'activités de préparation à l'emploi.



Monique Sauvé

Présidente

Conseil régional des partenaires du marché du travail de Laval

PRÉSENTATION

L'agence Emploi-Québec, qui relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, est reconnue comme le service public d'emploi au Québec. Issue de l'intégration administrative en 2006 de l'agence du même nom et de l'agence de la Sécurité du revenu, elle assure les services publics d'emploi et de solidarité sociale.

La planification des services publics d'emploi doit se faire en concertation par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Commission des partenaires du marché du travail. Elle doit être approuvée par le gouvernement, conformément à la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail. Ainsi, la responsabilité de la Commission des partenaires du marché du travail porte essentiellement sur la planification des services publics d'emploi.

La planification des services de solidarité sociale relève de la responsabilité de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, conformément à la Loi sur l'administration publique.

1. MISSION, OFFRE DE SERVICES ET CADRE DE GESTION D'EMPLOI-QUÉBEC.

1.1 MISSION

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social.

1.2 VISION

L'intervention d'Emploi-Québec s'inscrit dans la perspective selon laquelle le travail est le meilleur moyen de réduire la pauvreté et d'assurer l'autonomie financière ainsi que l'insertion sociale des personnes aptes au travail.

1.3 OFFRE DE SERVICES

Emploi-Québec fournit les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Les services offerts aux individus s'inscrivent dans un continuum de services axé vers l'emploi, c'est-à-dire, qui permet d'assurer un cheminement fluide et un accompagnement des personnes qui en ont besoin pour intégrer le marché du travail.

Les services publics d'emploi contribuent à améliorer le fonctionnement du marché du travail, à mieux équilibrer l'offre et la demande de main-d'œuvre, de même qu'à réduire le chômage, les pertes d'emplois, l'instabilité de l'emploi et les obstacles à la création d'emplois. En plus des services universels offerts à l'ensemble de la population et des entreprises, Emploi-Québec fournit des services d'emploi spécialisés. Ceux-ci s'adressent aux personnes aptes à entreprendre une démarche qui les conduira à intégrer le marché du travail ou à se maintenir en emploi, de même qu'aux entreprises ayant des difficultés de recrutement et de formation de la main-d'œuvre.

Emploi-Québec, conformément aux dispositions de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles¹, est aussi responsable de la gestion des programmes d'aide financière. Ainsi, par son offre de services, l'agence soutient financièrement les personnes et les familles démunies et les aide à atteindre l'autonomie économique et sociale. En outre, elle les encourage à exercer des activités facilitant leur insertion sociale, leur insertion en emploi et leur participation active à la société.

Par son offre de services, Emploi-Québec contribue à l'atteinte des objectifs gouvernementaux quant à l'accroissement du niveau et de la qualité de vie des Québécoises et des Québécois et de leurs communautés et à la réduction de la pauvreté.

1.4 CADRE DE GESTION

L'action d'Emploi-Québec s'inscrit dans le cadre de gestion par résultats du gouvernement du Québec, fondé sur des résultats mesurables en accord avec les objectifs et les cibles fixés et les services à fournir pour y parvenir. Le cadre de gestion d'Emploi-Québec est défini dans sa convention de performance et d'imputabilité, laquelle précise notamment les indicateurs servant au choix des cibles et à la reddition de comptes.

¹. La Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007, remplace la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale.

Emploi-Québec rend publics son plan d'action annuel et son rapport annuel de gestion et les dépose à l'Assemblée nationale. Il élabore son plan d'action dans le respect des paramètres de transfert de la responsabilité des mesures actives d'emploi, tels qu'ils ont été convenus avec le gouvernement fédéral dans l'entente Canada-Québec relative au marché du travail².

Afin de tirer le meilleur parti de la gestion par résultats, Emploi-Québec décentralise la gestion de ses interventions et la réalise en partenariat. Manifestations de ce partenariat, les deux ententes³ conclues entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Commission des partenaires du marché du travail favorisent le renforcement du rôle et de la contribution des partenaires à l'égard de la qualification de la main-d'œuvre. Emploi-Québec s'appuie aussi sur l'expertise d'un réseau d'organismes actifs dans le développement de l'employabilité⁴.

Appuyée sur une analyse stratégique des enjeux, la planification nationale se prolonge dans les plans d'action régionaux, qui précisent les mesures prises par les régions pour concrétiser les orientations du plan d'action de l'agence et atteindre ses objectifs et ses cibles. Le plan d'action d'Emploi-Québec se concrétise également dans les plans d'action des comités sectoriels de main-d'œuvre, des comités d'intégration et de maintien en emploi, des comités consultatifs et du Conseil emploi métropole.

Par son plan d'action, Emploi-Québec contribuera à la réalisation du Plan stratégique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2011-2014. Bien qu'Emploi-Québec produise un plan d'action annuel, sa planification se fait aussi sur une période de trois ans. Cette planification pluriannuelle s'impose en raison de la nature structurelle et du caractère persistant des problèmes auxquels fait face le service public d'emploi. L'action d'Emploi-Québec est aussi liée au Plan d'action de développement durable et à la Déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

² Il s'agit de l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail, 1997.

³ Il s'agit des deux ententes suivantes : «Un partenariat actif au service de l'ensemble de la population du Québec pour un service public d'emploi performant et une action concertée en faveur du développement des compétences de la main-d'œuvre», entente signée en décembre 2005, et «Entente relative aux responsabilités attribuées et aux fonctions déléguées à la Commission», conclue en février 2008.

⁴ Le Protocole de reconnaissance et de partenariat entre Emploi-Québec et les organisations communautaires œuvrant au développement de l'employabilité, adopté en 2004, témoigne de l'importance du rôle de ces organismes dans l'offre de service d'Emploi-Québec.

2. L'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES PRINCIPAUX ENJEUX.

2.1 ÉTAT ACTUEL ET PRÉVISIBLE DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET AUTONOMIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES PERSONNES

La région de Laval n'a pas été épargnée par la crise financière et ses répercussions sur l'économie mondiale, comme en témoigne le recul de l'emploi enregistré pour la première fois depuis dix ans. Après avoir connu un niveau d'emploi historique en 2008 avec 203 300 personnes en emploi, les données de l'enquête sur la population active indiquent que l'année 2009 s'est terminée avec un recul de 5 800 personnes, soit une baisse de 2,9 %.

Le marché du travail s'est amélioré considérablement dès le début de l'année 2010, poursuivant ainsi la tendance amorcée au quatrième trimestre de 2009. À la fin de l'année, on comptait 200 500 personnes en emploi dans la région de Laval, soit 3 000 de plus qu'en 2009. Cependant, le nombre de chômeurs demeure élevé pour cette période, principalement à cause de l'augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un emploi parmi la population active.

Malgré une reprise bien entamée, la situation du marché du travail demeure fragile puisque la deuxième moitié de 2010 a été marquée par le recul de certains indicateurs pour la région. La situation économique encore difficile aux États-Unis affecte les entreprises exportatrices lavalloises. La proximité géographique de Laval avec Montréal a aussi un effet important sur sa conjoncture économique puisque 45 % des résidents de Laval y travaillent. Par conséquent, les mises à pied dans les entreprises montréalaises influent sur les indicateurs du marché du travail de la région.

La croissance économique devrait se poursuivre au cours de la période 2011-2014, mais de façon plus modérée que prévu. La croissance de l'emploi viendra principalement du secteur des services, confirmant ainsi une tendance amorcée depuis plusieurs années. Les défis associés au vieillissement de la population et le recul de la population en âge de travailler seront de nouveau à l'avant-plan. Selon les dernières prévisions de l'Institut de la statistique du Québec, la région de Laval, d'ici 2031, connaîtra une croissance nettement plus importante du groupe des 65 ans et plus que celui des 20-64 ans⁵.

Le faible taux de natalité, combiné au vieillissement de la population, amènera un recul de la population en âge de travailler. La région connaîtra ce recul vers 2016, comparativement à 2011 pour l'ensemble du Québec. De plus, l'augmentation de la population estimée d'ici 2031 est de 106 000 personnes, soit 29 % de plus qu'en 2006. Cette croissance s'accélère grâce au solde migratoire fortement positif de la région. Sans cet apport, l'accroissement prévu sur 25 ans ne serait que de 36 000 personnes. L'augmentation du poids démographique des personnes immigrantes à Laval contribue à ralentir les effets du vieillissement de la population. D'ailleurs, entre le recensement de 2001 et celui de 2006, la population immigrante a crû de 40 % dans la région, deux fois plus que dans l'ensemble du Québec et dans la RMR de Montréal. Toutefois, les personnes immigrantes continuent à être sous-représentées sur le plan de l'emploi. Leur taux de chômage plus élevé que celui de l'ensemble de la population tient en partie à des problèmes tels

⁵. La croissance du groupe des 65 ans et plus est de 106 % comparativement à 14 % pour les 20-64 ans.

que la non-reconnaissance de leurs acquis à l'étranger, la méconnaissance de la langue et à l'adaptation au marché du travail québécois.

Pour la période de 2011-2014, les effets du recul de la population en âge de travailler commenceront à se faire sentir de façon plus marquée. On note une stagnation de la population en âge de travailler dès 2011. La région devrait connaître une baisse importante de son taux de chômage et une amélioration de ses taux d'activité et d'emploi. Cette situation, combinée à la croissance économique et aux départs à la retraite, créera des problèmes de recrutement pour les entreprises de la région. Comme la productivité des entreprises est un facteur essentiel pour assurer leur compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux, il faudra s'assurer que la main-d'œuvre disponible soit qualifiée. Dans les prochaines années, avec tout près de 60 % des emplois qui demanderont un niveau de scolarité intermédiaire ou technique, il faudra s'assurer d'une meilleure correspondance entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail.

Toutefois, le sous-emploi et le chômage demeureront bien réels. Certaines clientèles, malgré leur potentiel d'employabilité, se butent à des obstacles à l'emploi et demandent une attention particulière, notamment :

- les femmes possédant certaines caractéristiques socioprofessionnelles⁶;
- les travailleurs âgés de 45 ans ou plus;
- les personnes immigrantes et issues des minorités visibles;
- les personnes handicapées;
- les personnes judiciarisées;
- les prestataires de l'assistance sociale;
- les personnes ayant un faible niveau de scolarité;
- les personnes travaillant dans des secteurs en déclin.

Après l'analyse du marché du travail, Emploi-Québec Laval entend axer ses priorités régionales et ses actions sur quatre enjeux :

- Vieillessement et recul de la population en âge de travailler;
- Sous-représentation de la population immigrante en emploi alors que son poids démographique augmente dans la région;
- Difficultés de recrutement dues à la rareté de la main-d'œuvre qualifiée dans un contexte où l'amélioration de la productivité est essentielle;
- Sous-représentation de certaines clientèles défavorisées sur le plan de l'emploi.

2.2 CONTEXTE ORGANISATIONNEL

Le Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) de Laval contribue à définir la problématique du marché du travail lavallois et à soumettre annuellement un plan d'action régional à l'approbation du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Il peut également proposer des priorités et des axes d'intervention qui vont guider les principales actions de la région. Il se compose de 21 membres représentant la main-d'œuvre, les entreprises, le secteur de l'éducation et

⁶. Notamment, les femmes monoparentales, les femmes immigrantes et celles qui exercent des métiers non traditionnels.

les organismes communautaires spécialisés en employabilité. En font aussi partie des représentants des ministères les plus touchés par la question de l'emploi.

L'organisation territoriale de Laval place la région dans une situation avantageuse qui lui permet d'optimiser les ressources disponibles. Ainsi, avec ses deux centres locaux d'emploi, le territoire est divisé en deux secteurs, l'un correspondant à la partie « est » du territoire et l'autre, à la partie « ouest ». Le fait que les services aux entreprises et le Centre de traitement des contraintes sévères à l'emploi (CTCSE) soient regroupés au bureau de la direction régionale d'Emploi-Québec permet également de maximiser la qualité des interventions auprès des personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et des entreprises de la région.

De plus, la cohabitation du Centre local d'emploi de Chomedey-Sainte-Dorothée avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles facilite le cheminement de la clientèle nouvellement arrivée et permet de maximiser les interventions auprès de celle-ci.

Dans les prochaines années, la modernisation des systèmes informatiques qui soutiennent les activités d'Emploi-Québec sera un autre défi important à relever.

3. RESSOURCES AU SERVICE DES INDIVIDUS ET DES ENTREPRISES

Pour offrir les services publics d'emploi, l'agence est dotée d'un budget d'intervention annuel établi en fonction des ententes avec le gouvernement fédéral et des objectifs financiers du gouvernement québécois. Ce budget peut être ajusté selon l'état du marché du travail. Conformément à son mode de gestion, les attentes de résultats liées aux services d'emploi dépendent de l'importance du budget accordé. L'agence dispose également d'un budget de transfert pour assurer l'aide financière de dernier recours et pour offrir d'autres programmes relevant des services de solidarité sociale.

3.1 SERVICES PUBLICS D'EMPLOI

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail sert à financer les mesures actives des services publics d'emploi. Le budget initial est de 23 838 400 \$ pour l'année 2011-2012. Il s'agit d'une baisse de 4 266 600 \$ par rapport à 2010-2011, due à la fin des mesures exceptionnelles supplémentaires destinées à réduire les effets de la récession, mesures qui s'étendaient sur deux ans (2009-2011). Comme on le verra dans la section suivante, d'autres efforts seront cependant consacrés pour soutenir la reprise économique. Au budget de départ s'ajoute une somme de 794 699 \$ pour le Plan emploi métropole, portant le total à 24 633 099 \$ pour la région en 2011-2012.

Cette somme, qui comprend des crédits de 18 363 299 \$ en vertu de l'entente Canada-Québec relative au marché du travail (EMT), doit être utilisée pour l'aide aux participants de l'assurance-emploi ou pour les mesures de soutien du Service national de placement. Elle comprend aussi les sommes qui, selon l'Entente Canada-Québec sur le développement du marché du travail 2008-2014 (EDMT), doivent être consacrées aux mesures et aux services d'emploi et de formation de la main-d'œuvre pour les personnes sans emploi qui ne sont pas des participants de l'assurance-emploi et pour travailleurs sans qualification reconnue ou ayant besoin d'une formation de base.

Le modèle de répartition du budget d'intervention remis en début d'année aux régions tient compte, pour chacune d'entre elles, de la proportion de sa population que le chômage et le sous-emploi risquent de toucher ainsi que du nombre d'entreprises susceptibles de connaître des difficultés de main-d'œuvre se traduisant par des pertes d'emplois plus élevées ou par une création d'emplois inférieure à leur potentiel.

RÉPARTITION DE L'INVESTISSEMENT BUDGÉTAIRE POUR LES MESURES D'AIDE À L'EMPLOI

	Planification du budget d'intervention		Utilisation du budget d'intervention		Écart
	2011-2012	Part (%)	2010-2011 ¹	Part (%)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
Aide aux individus					
Mesure de formation de la main-d'œuvre (achats)	2 393,0 M\$	10 %	3 067,8 M\$	10,7 %	-674,8 M\$
Ressources externes	6 706,0 M\$	28,1 %	7 520,9 M\$	26,2 %	-814,9 M\$
Subventions salariales et PRIIME	1 453,5 M\$	6,1 %	1 252,2 M\$	4,4 %	201,3 M\$
Frais d'aide à la participation	9 776,9 M\$	41,0 %	12 739,5 M\$	44,3 %	-2 962,6 M\$
Contrats d'intégration au travail	1 633,0 M\$	6,9 %	1 579,5 M\$	5,5 %	53,5 M\$
Aide aux employeurs					
Concertation pour l'emploi	1 109,6 M\$	4,7 %	1 132,6 M\$	3,9 %	-23,0 M\$
Mesure de formation de la main-d'œuvre	615,5 M\$	2,6 %	1 241,7 M\$	4,3 %	-626,2 M\$
Autres	150,9 M\$	0,7 %	201,4 M\$	0,7 %	-50,5 M\$
TOTAL	23 838,4 M\$	100 %	28 735,5 M\$		- 4 897,1 \$

¹ Utilisation totale du budget 2010-2011 (données au 15 avril 2011).

Le budget total pour 2011-2012 exclut les sommes prévues pour les projets économiques d'envergure et pour le Plan emploi métropole.

3.2 SERVICES DE SOLIDARITÉ SOCIALE

Le budget de transfert dont disposent les services de solidarité est une enveloppe centrale dont les dépenses sont administrées par les régions en fonction des prestations auxquelles les ménages ou les individus ont droit en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles et de son règlement d'application.

4. PRIORITÉS RÉGIONALES ET STRATÉGIES D'ACTION POUR 2011-2012

La prochaine section présente, d'une part, les priorités régionales (axes d'intervention) associées aux enjeux mis en évidence par l'analyse du marché du travail de la région et, d'autre part, les pistes d'action qui s'y rattachent. Ces priorités découlent des orientations retenues par l'Agence d'Emploi-Québec à l'échelle nationale. Les pistes d'action s'étendront sur les trois ans de l'exercice de planification en cours. Les actions présentées ne sont donc pas exhaustives et ne seront pas nécessairement réalisées dans la première année du plan.

1. ORIENTATION NATIONALE : Atténuer les effets résiduels de la récession sur le marché du travail et soutenir la relance de l'emploi

Priorité régionale 1.1°: Responsabilisation et accompagnement des entreprises (gestionnaires et personnel) face aux changements liés au profil socioéconomique de la main-d'œuvre	
Actions <ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser un atelier de formation portant sur la gestion de la diversité ➤ Poursuivre la promotion des services des ressources externes (Service Emploi Laval), du Placement assisté et des services à la clientèle des centres locaux d'emploi (CLE) ➤ Réaliser une activité préparatoire au Salon Emploi Formation pour mieux faire connaître les clientèles défavorisées aux employeurs. Simultanément, promouvoir l'offre de services d'Emploi-Québec ayant pour objet de soutenir les entreprises dans l'intégration de cette main-d'œuvre 	Indicateurs <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les services publics d'emploi
Priorité régionale 1.2 : Valorisation de Laval comme lieu de travail, en particulier auprès des personnes qui y habitent	
Actions <ul style="list-style-type: none"> ➤ Promouvoir la région de Laval au Salon Emploi Formation ➤ Créer une page régionale dans Internet ➤ Promouvoir les avantages qu'il y a à travailler à Laval sur le site du Service Emploi Laval (SEL) ➤ Poursuivre les pourparlers avec Laval Technopole en vue d'accroître la visibilité du Placement en ligne (PEL) et de son volet de recrutement à l'étranger ➤ Poursuivre les travaux pour la réalisation d'un portail Internet régional regroupant les principaux partenaires économiques de Laval ➤ Évaluer les possibilités de promouvoir les services d'Emploi-Québec Laval sur le portail de la Ville de Laval 	Indicateurs <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi ➤ Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention de services publics d'emploi

2. ORIENTATION NATIONALE : Favoriser la participation active au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes

Priorité régionale	2.1 : Valorisation du travail au moyen de stratégies ciblant tous les types de clientèles
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Faire valoir auprès des clientèles éloignées les avantages du travail, notamment en diffusant le message dans les salles multiservice ➤ Produire et diffuser de façon régulière la Pause IMT ➤ Inciter davantage les prestataires de l'aide sociale à utiliser les outils de simulation de revenus dans des sessions de groupe ➤ Poursuivre la mise en œuvre des différentes stratégies clientèles, notamment la <i>Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine</i>, la <i>Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées</i>, la <i>Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans ou plus</i> et la <i>Stratégie Action-jeunesse</i> ➤ Favoriser la référence de la clientèle vers les services de placement assisté ➤ Dans nos ententes de service, formuler les attentes de retour en emploi en fonction des cibles de résultats de la région 	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi ➤ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi participants de l'assurance emploi ➤ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi participants de l'assistance sociale ➤ Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi ➤ Nombre de participants de l'assistance sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi ➤ Nombre de participants de l'assurance emploi, en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi ➤ Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours
Priorité régionale	2.2 : Responsabilisation, incitation et accompagnement des entreprises de Laval (gestionnaires et personnel) dans l'intégration et le maintien en emploi de la clientèle immigrante
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser des activités de sensibilisation auprès des entreprises et en faire la promotion par l'entremise des partenaires ➤ Promouvoir le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) ➤ Réaliser une activité CONTACT-EMPLOI en collaboration avec les entreprises, les ressources externes et les centres locaux d'emploi (CLE) ➤ Promouvoir le Programme d'apprentissage en milieu du travail (PAMT) en mettant l'accent sur le crédit d'impôt bonifié pour les entreprises qui embauchent des personnes immigrantes ➤ Compléter, par la mesure de formation (MFOR) entreprise, l'aide fournie grâce au programme de francisation du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) pour répondre aux autres besoins de formation du personnel issu de l'immigration (ex. français écrit) ➤ Dans le cadre des <i>Projets économiques d'envergure</i>, favoriser l'embauche de la clientèle issue de l'immigration ainsi que des minorités visibles ➤ Sensibiliser les entreprises à la gestion de la diversité en intégrant ce volet dans les formations faisant partie de l'offre de formation regroupée 	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les services publics d'emploi ➤ Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO) ➤ Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi

2. ORIENTATION NATIONALE : Favoriser la participation active au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes (suite)

Priorité régionale 2.3 : Responsabilisation, incitation et accompagnement des entreprises de Laval (gestionnaires et personnel) dans l'intégration et le maintien en emploi de la clientèle défavorisée sur le marché du travail	
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Évaluer la possibilité d'organiser une activité de sensibilisation sur la gestion des ressources humaines au Salon Emploi Formation ➤ Organiser une activité CONTACT-EMPLOI avec les entreprises, les ressources externes et des CLE ➤ Promouvoir le PAMT en mettant l'accent sur le crédit d'impôt bonifié pour les entreprises qui embauchent des personnes handicapées ➤ Dans le cadre des Projets économiques d'envergure, favoriser l'embauche de la clientèle défavorisée ➤ Organiser un atelier de formation portant sur la gestion de la diversité ➤ Sensibiliser les entreprises à la gestion de la diversité en intégrant ce volet dans les formations faisant partie de l'offre de formation regroupée ➤ Promouvoir le programme de subvention salariale 	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les services publics d'emploi ➤ Nombre de nouveaux participants aux stratégies du CDRCMO ➤ Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention de services publics d'emploi
Priorité régionale 2.4 : Adaptation de l'intervention et de l'offre de services en fonction des profils socioprofessionnels et sociodémographiques de la clientèle immigrante	
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Approfondir la connaissance de cette clientèle, avec la collaboration des partenaires de la région, notamment le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre – Personnes immigrantes (CAMO-PI) et le Centre d'expertise sur l'intégration sociale et professionnelle des personnes immigrantes (CEISPI) du Collège Montmorency ➤ Offrir des activités de formation aux ressources externes ainsi qu'aux agents des CLE sur les réalités et l'approche d'intervention auprès de la clientèle immigrante 	<p><u>Indicateurs</u></p>

3. ORIENTATION NATIONALE : Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements

Priorité régionale	3.1 : Amélioration de la productivité des entreprises par la formation et le service-conseil
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre la mise en œuvre du Plan emploi métropole (PEM) ➤ Renouveler l'entente de formation de base avec un partenaire pour accroître les compétences des travailleurs ➤ Tenir une activité promotionnelle en collaboration avec les comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO) pour sensibiliser les entreprises au programme PAMT et à la reconnaissance des compétences ➤ Améliorer l'offre de formation regroupée pour répondre aux besoins communs des entreprises et la diffuser ➤ Diversifier les modes de diffusion de l'offre de services intégrée pour en augmenter la visibilité ➤ Actualiser le dépliant promotionnel des conseillers aux entreprises pour promouvoir les services aux entreprises ainsi que l'offre de formation regroupée ➤ Diffuser dans les entreprises le nouveau dépliant PAMT pour faire la promotion des avantages fiscaux du programme ➤ Poursuivre l'organisation d'ateliers de formation sur la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. 	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les services publics d'emploi ➤ Nombre de nouveaux participants aux stratégies du CDRCMO
Priorité régionale	3.2 : Aide aux entreprises pour la mise en place de bonnes pratiques de gestion des ressources humaines afin de favoriser la rétention en emploi, notamment celles des personnes ayant 55 ans ou plus, ainsi que pour le transfert d'expertise
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Promouvoir les meilleures pratiques de fidélisation de la main-d'œuvre en produisant et en diffusant un dépliant ➤ Produire un dépliant pour promouvoir les avantages qu'il y a à embaucher une main-d'œuvre diversifiée ➤ Dispenser aux entreprises la formation sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre (GPMO) du programme Meilleures pratiques d'affaires (MPA), en collaboration avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) ➤ Promouvoir auprès des entreprises les bonnes pratiques de rétention des travailleurs de 55 ans ou plus et de transfert d'expertise 	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les services publics d'emploi ➤ Nombre de nouveaux participants aux stratégies du CDRCMO
Priorité régionale	3.3 : Contribution à un meilleur appariement entre l'offre de main-d'œuvre et les besoins du marché du travail, notamment en facilitant la reconnaissance des compétences
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un projet pilote permettant la reconnaissance des compétences et des acquis des personnes en emploi par le biais du programme de soutien régionalisé du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) ➤ Favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail par une participation active d'Emploi-Québec Laval à la Table inter-ordre Cré-éducation et au Comité du plan d'aménagement de la formation professionnelle et technique (COPA) ➤ Participer aux deux salons Emploi Formation et y offrir des services de mise à jour de CV ➤ Continuer à collaborer à l'organisation de la Foire de l'emploi étudiant ➤ Offrir des séances de formation sur l'Information sur le marché du travail (IMT) aux ressources externes et aux agents des CLE 	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les services publics d'emploi

4. ORIENTATION NATIONALE : Offrir des services de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité et de l'inclusion sociale, tout en accordant un soutien du revenu aux prestataires des divers programmes d'aide financière

Priorité régionale 4.1: Adaptation de l'intervention et de l'offre de services auprès des clientèles éloignées du marché du travail en fonction de leur profil spécifique	
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Approfondir la connaissance des clientèles prestataires de l'aide sociale ➤ Poursuivre l'accompagnement soutenu des clientèles défavorisées qui participent aux activités de formation ainsi qu'au programme ACTION ➤ Renforcer le partenariat avec l'Agence de la santé et des services sociaux et les centres de santé et de services sociaux en établissant des passerelles afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle ayant des problèmes psychosociaux et de santé mentale ➤ Continuer à collaborer à la réalisation des projets prévus dans l'Entente de partenariat sur la revitalisation urbaine intégrée (RUI) ➤ Collaborer activement à l'Alliance régionale pour la solidarité et l'inclusion sociale coordonnée par la Conférence régionale des élus (CRE) de Laval 	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi participants de l'assistance sociale ➤ Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi participants de l'assurance emploi ➤ Nombre de participants de l'assistance sociale, en emploi après avoir bénéficié d'une intervention de services publics d'emploi ➤ Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours

5. ORIENTATION NATIONALE : Revoir et optimiser le partenariat, les processus de travail, la prestation de services et l'organisation territoriale d'Emploi-Québec

Priorité régionale 5.1: Renforcement du partenariat	
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre les initiatives du comité clientèle immigrante et du comité consultatif aux entreprises du CRPMT de Laval ➤ Poursuivre la participation active d'Emploi-Québec Laval aux travaux liés à l'Engagement jeunesse ➤ Renforcer la collaboration avec l'Agence de la santé et des services sociaux et les centres de santé et de services sociaux ➤ Collaborer aux travaux de l'instance régionale sur la persévérance scolaire «Réussite Laval» ➤ Participer à différentes tables partenariales 	
Priorité régionale 5.2: Optimisation des processus du travail, de la prestation de services et de l'organisation territoriale	
<p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre l'implantation des solutions pour améliorer la santé et la qualité de vie au travail ➤ Participer activement au processus national de réorganisation territoriale d'Emploi-Québec 	

ACTIONS

① Atténuer les effets résiduels de la récession sur le marché du travail et soutenir la relance de l'emploi

Priorité régionale

1.1

Responsabilisation et accompagnement des entreprises face aux changements liés au profil socioéconomique de la main-d'œuvre

1. Organiser un atelier de formation portant sur la gestion de la diversité
2. Poursuivre la promotion des services des ressources externes (SEL), du Placement assisté et de la clientèle des services à la clientèle des centres locaux d'emploi (CLE)
3. Réaliser une activité préparatoire au Salon Emploi Formation pour mieux faire connaître les clientèles défavorisées aux employeurs. Simultanément, promouvoir l'offre de services d'Emploi-Québec ayant pour objet de soutenir les entreprises dans l'intégration de cette main-d'œuvre

Priorité régionale

1.2

Valorisation de Laval comme lieu de travail, en particulier auprès des personnes qui y habitent

1. Promouvoir la région de Laval au Salon Emploi Formation
2. Créer une page régionale dans Internet
3. Promouvoir les avantages qu'il y a à travailler à Laval sur le site du SEL
4. Poursuivre les pourparlers avec Laval Technopole en vue d'accroître la visibilité du Placement En Ligne (PEL) et de son volet de recrutement à l'étranger
5. Poursuivre les travaux pour la réalisation d'un portail Internet régional regroupant les principaux partenaires économiques de Laval
6. Évaluer les possibilités de promouvoir les services d'Emploi-Québec Laval sur le portail de la Ville de Laval

② Favoriser la participation active au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes

Priorité régionale

2.1

Valorisation du travail au moyen de stratégies ciblant tous les types de clientèles

1. Faire valoir auprès des clientèles éloignées les avantages du travail, notamment en diffusant le message dans les salles multiservice
2. Produire et diffuser de façon régulière la Pause IMT
3. Inciter davantage les prestataires de l'aide sociale à utiliser les outils de simulation de revenu dans les sessions de groupe
4. Poursuivre la mise en œuvre des différentes stratégies clientèles, notamment la *Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine*, la *Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées*, la *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus* et la *Stratégie Action-jeunesse*
5. Favoriser la référence de la clientèle vers les services de placement assisté
6. Dans nos ententes de service, formuler les attentes de retour en emploi en fonction des cibles de résultats de la région

Priorité régionale

2.2

Responsabilisation, incitation et accompagnement des entreprises de Laval dans l'intégration et le maintien en emploi de la clientèle immigrante

1. Réaliser des activités de sensibilisation auprès des entreprises et en faire la promotion par l'entremise des partenaires
2. Promouvoir le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME)
3. Réaliser un événement CONTACT-EMPLOI en collaboration avec les entreprises, les ressources externes et les Centres Locaux d'emploi
4. Promouvoir le Programme d'apprentissage en milieu du travail (PAMT) en mettant l'accent sur le crédit d'impôt bonifié pour les entreprises qui embauchent des personnes immigrantes
5. Compléter, par la mesure de formation (MFOR) entreprise, l'aide fournie grâce au programme de francisation du Fond de Développement et de Reconnaissance des Compétences de la Main-d'œuvre (FDRCMO) pour répondre aux autres besoins de formation du personnel issu de l'immigration (ex. français écrit)
6. Dans le cadre des *Projets économiques d'envergure*, favoriser l'embauche de la clientèle issue de l'immigration ainsi que des minorités visibles
7. Sensibiliser les entreprises à la gestion de la diversité en intégrant ce volet dans les formations faisant partie de l'offre de formation regroupée

Priorité régionale

2.3

Responsabilisation, incitation et accompagnement des entreprises de Laval dans l'intégration et le maintien en emploi de la clientèle défavorisée sur le marché du travail

1. Évaluer la possibilité d'organiser une activité de sensibilisation sur la gestion des ressources humaines au Salon Emploi Formation
2. Organiser une activité CONTACT-EMPLOI avec les entreprises, les ressources externes et des CLE
3. Promouvoir le PAMT en mettant l'accent sur le crédit d'impôt bonifié pour les entreprises qui embauchent des personnes handicapées
4. Dans le cadre des *Projets économiques d'envergure*, favoriser l'embauche de la clientèle défavorisée
5. Organiser un atelier de formation portant sur la gestion de la diversité
6. Sensibiliser les entreprises à la gestion de la diversité en intégrant ce volet dans les formations faisant partie de l'offre de formation regroupée
7. Promouvoir le programme de subvention salariale

Priorité régionale

2.4

Adaptation de l'intervention et de l'offre de services en fonction des profils socioprofessionnels et sociodémographiques de la clientèle immigrante

1. Approfondir la connaissance de cette clientèle, avec la collaboration des partenaires de la région, notamment le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre - personnes immigrantes (CAMO-PI) et le Centre d'expertise sur l'intégration sociale et professionnelle des personnes immigrantes (CEISPI) du Collège Montmorency
2. Offrir des activités de formation aux ressources externes ainsi qu'aux agents des CLE sur les réalités et l'approche d'intervention auprès de la clientèle immigrante

ACTIONS

③ Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements

Priorité régionale 3.1
Amélioration de la productivité des entreprises par la formation et le service-conseil

1. Poursuivre la mise en œuvre du Plan emploi métropole (FEM)
2. Renouveler l'entente de formation de base avec un partenaire pour accroître les compétences des travailleurs
3. Tenir une activité promotionnelle en collaboration avec les Comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO) pour sensibiliser les entreprises au programme PAMT et à la reconnaissance des compétences
4. Améliorer l'offre de formation regroupée pour répondre aux besoins communs des entreprises et la diffuser
5. Diversifier les modes de diffusion de l'offre de service intégrée pour en augmenter la visibilité
6. Actualiser le dépliant promotionnel des conseillers aux entreprises pour promouvoir les services aux entreprises ainsi que l'offre de formation regroupée
7. Diffuser dans les entreprises le nouveau dépliant PAMT pour faire la promotion des avantages fiscaux du programme
8. Poursuivre l'organisation d'ateliers de formation sur la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre

Priorité régionale 3.2
Aide aux entreprises pour la mise en place de bonnes pratiques en gestion des ressources humaines afin de favoriser la rétention en emploi, notamment des personnes âgées de 55 ans et plus, ainsi que le transfert d'expertise

1. Promouvoir les meilleures pratiques de fidélisation de la main-d'œuvre en produisant et en diffusant un dépliant
2. Produire un dépliant pour promouvoir les avantages qu'il y a à embaucher une main-d'œuvre diversifiée
3. Dispenser aux entreprises la formation sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre (GPMO) du programme *Meilleures pratiques d'affaires* (MPA), en collaboration avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
4. Promouvoir auprès des entreprises les bonnes pratiques de rétention des travailleurs âgés de 55 ans et plus et de transfert d'expertise

Priorité régionale 3.3
Contribution à un meilleur appariement entre l'offre de main-d'œuvre et les besoins du marché du travail, notamment en facilitant la reconnaissance des compétences

1. Réaliser un projet pilote permettant la reconnaissance des compétences et des acquis des personnes en emploi par le biais du programme de soutien régionalisé du FDRCMO
2. Favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail par une participation active d'Employ-Québec Laval à la Table inter-ordre Cré-éducation et au Comité du Plan d'aménagement de la formation professionnelle et technique (COPA)
3. Participer aux deux salons Emploi Formation et y offrir des services de mise-à-jour de CV
4. Continuer à collaborer à l'organisation de la Foire de l'emploi étudiant
5. Offrir des séances de formation sur l'information sur le marché du travail (IMT) aux ressources externes et aux agents des CIE

④ Offrir des services de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité et de l'inclusion sociale, tout en accordant un soutien du revenu aux prestataires des divers programmes d'aide financière

Priorité régionale 4.1
Adaptation de l'intervention et de l'offre de service auprès des clientèles éloignées du marché du travail en fonction de leur profil spécifique

1. Approfondir la connaissance des clientèles prestataires de l'aide sociale
2. Poursuivre l'accompagnement soutenu des clientèles défavorisées qui participent aux activités de formation ainsi qu'au programme ACTION
3. Renforcer le partenariat avec l'Agence de la santé et des services sociaux et les centres de santé et de service sociaux en établissant des passerelles afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle ayant des problèmes psychosociaux et de santé mentale
4. Continuer à collaborer à la réalisation des projets prévus dans l'Entente de partenariat sur la Revitalisation urbaine intégrée (RUI)
5. Collaborer activement à l'Alliance régionale pour la solidarité et l'inclusion sociale coordonnée par la Conférence Régionale des élus (CRE) de Laval

ACTIONS

⑤ Revoir et optimiser le partenariat, les processus de travail, la prestation de services et l'organisation territoriale d'Emploi-Québec

Priorité régionale
 Renforcement du partenariat

5.1

1. Poursuivre les initiatives du comité clientèle immigrante et du comité consultatif aux entreprises du CRPMT de Laval
2. Poursuivre la participation active d'Emploi-Québec Laval aux travaux liés à l'Engagement jeunesse
3. Renforcer la collaboration avec l'Agence de santé et des services sociaux et les centres de santé et de service sociaux
4. Collaborer aux travaux de l'instance régionale sur la persévérance scolaire «Réussite Laval»
5. Participer à différentes tables partenariales

Priorité régionale
 Optimisation des processus du travail, de la prestation de services et de l'organisation territoriale

5.2

1. Poursuivre l'implantation des solutions pour améliorer la santé et la qualité de vie au travail
2. Participer activement au processus national de réorganisation territoriale d'Emploi-Québec

5. LES FACTEURS DE CONTINGENCE

Emploi-Québec Laval prend tous les moyens à sa disposition pour atteindre les résultats attendus. Toutefois, la réalisation de ce plan d'action est soumise à différentes conditions susceptibles d'influer sur les prévisions et l'atteinte des résultats.

Le fait que 45 % des résidents de Laval travaillent à Montréal est un élément déterminant et rend la région tributaire de la situation économique de Montréal, qui est plus difficile que celle de Laval.

La clientèle immigrante a beaucoup augmenté à Laval. Cette augmentation, de l'ordre de 40 % comparativement à l'accroissement de 7 % de la population totale, pourrait avoir une incidence sur la prestation de services d'Emploi-Québec Laval, qui doit tenir compte des besoins additionnels de cette clientèle. De plus, la population immigrante représente un pourcentage important des prestataires de l'aide financière de dernier recours (41,2 %)⁷.

⁷. Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique (DGARES), décembre 2010.

RÉPARTITION DES CIBLES PAR UNITÉ

INDICATEURS DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI	RÉGION DE LAVAL	LAVAL-DES-RAPIDES	CHOMEDEY—SAINTE-DOROTHÉE	SERVICES AUX ENTREPRISES	
Accès aux services aux entreprises					
Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les services publics d'emploi	279	-	-	279	
Nombre de nouveaux participants aux stratégies du CDRCMO	180	-	-	180	
Accès aux services aux individus					
Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi	9 592	3 997	5 595	-	
Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi participants de l'assurance-emploi	5 335	2 115	3 220	-	
Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi participants des programmes d'assistance sociale	2 726	1 212	1 514	-	
Efficacité des interventions					
Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	4 801	1 984	2 817	-	
Nombre de participants de l'assurance-emploi, en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	1 794	705	1 089	-	
Nombre de participants des programmes d'assistance sociale, en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	1 041	460	581	-	
INDICATEURS DES PROGRAMMES D'ASSISTANCE SOCIALE	RÉGION DE LAVAL	LAVAL-DES-RAPIDES	CHOMEDEY—SAINTE-DOROTHÉE	CTCSE	
Accès aux services d'assistance sociale					
Délai moyen de traitement des nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours déposées à l'attribution initiale	10	10	10	-	
Proportion de plaintes avec recommandation de modifications	25 %	25 %	25 %	-	
Pourcentage des décisions modifiées à la suite d'une demande de révision	21 %	21 %	21 %	-	
INDICATEURS DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI ET DES PROGRAMMES D'ASSISTANCE SOCIALE	RÉGION DE LAVAL	LAVAL-DES-RAPIDES	CHOMEDEY—SAINTE-DOROTHÉE	CTCSE	DORAC
Accès aux services publics d'emploi et aux programmes d'assistance sociale					
Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	2 099	787	971	150	191

Direction régionale Emploi-Québec Laval

1085, boul. des Laurentides
Laval (Québec)
H7G 2W2
Tél. : (450) 972-3133

CLE Laval-des-Rapides

3, Place Laval, bureau 430
Laval (Québec)
H7N 1A2
Tél. : (450) 972-3050

CLE Chomedey-Sainte-Dorothée

1438, boul. Daniel-Johnson
Laval (Québec)
H7V 4B5
Tél. : (450) 680-6400

Centre de traitement des contraintes sévères à l'emploi de Laval

1085, boulevard des Laurentides
Laval (Québec)
H7G 2W2
Tél. : (450) 972-3082